

Par nos luttes et par nos votes, défendons l'hôpital public !



A quelques semaines des élections régionales, l'avenir de l'hôpital s'invite dans la campagne des régionales. Partout l'application de la loi Bachelot, montre ses effets. Partout on ferme des services et des établissements, partout on regroupe, partout on privatise.

Personnels et usagers subissent chaque jour les conséquences de la transformation de l'hôpital en entreprise : délais d'attente, éloignement des services, manque de lits. Le soin doit être d'abord une activité « rentable ». A qui fera-t-on croire qu'on soignera mieux, en supprimant hôpitaux et services de proximité, en réduisant le nombre de lits, en diminuant le personnel ?

A l'Hôpital, comme à l'école, le seul objectif, de Sarkozy et de son gouvernement c'est la diminution de coûts, la suppression de milliers de postes, la privatisation de toutes les activités les plus rentables.

Dans les luttes, comme par nos votes pour les listes soutenues par le NPA, cette politique doit être sanctionnée !

Mais si la droite casse l'hôpital public, le parti socialiste et ses élus ne constituent en rien un rempart contre la loi Bachelot. Sur le terrain, ce sont eux qui défendent souvent l'application de restructurations qu'ils condamnent au parlement (quand ils sont dans l'opposition).

Le nouveau Parti Anticapitaliste propose pour sa part une autre politique :

- Abrogation de la loi Bachelot et du Plan Hôpital 2007
- Plan d'urgence emploi-formation pour la création de 120 000 emplois dans les hôpitaux
- Création de Centre de Santé, publics et gratuits (à l'opposé des maisons médicales défendues par N.Sarkozy) dans les villes et les quartiers.
- Expropriation des cliniques privées qui seront intégrées avec l'ensemble de leur personnel
- Suppression de la rémunération à l'acte pour la médecine de ville
- Remboursement de l'ensemble des soins et des médicaments à 100% par l'assurance maladie.

Ses candidats s'engagent s'ils sont élus, à être au côté des hospitaliers et des usagers pour s'opposer aux attaques sur l'hôpital et à défendre un service de santé public proche et gratuit pour tous.

FERMETURES, RESTRUCTURATIONS ET LUTTES :

(quelques exemples parmi bien d'autres...)

A l'Assistance Publique/Hôpitaux de Paris : 4000 postes doivent être supprimés d'ici 2012. Les regroupements de services (avec diminution des moyens) sont partout à l'ordre du jour, comme à l'Hôpital Trousseau ou les spécialités pédiatriques (pneumologie, néphrologie, neurologie, chirurgie...) sont menacées de transferts vers d'autres hôpitaux.

Les services qui accueillent les patients atteints du SIDA, les services de gériatrie, les centres d'IVG sont également menacés

Dans le Jura : à Dole, suppression de 156 postes d'ici 2012 et coopération clinique – hôpital entraînant l'abandon de spécialités à l'hôpital (la clinique va-t-elle renoncer à ses dépassements d'honoraires ?).

En Gironde : La clinique de la Rive droite, groupe Bordeaux-Nord Aquitaine (GBNA a reçu 5,7 millions d'€ publics « grâce » au plan Hôpital 2007.

A Arcachon, 45 millions d'€ sont débloqués avec le plan Hôpital 2012 pour le regroupement de →

Recul de l'âge de la retraite contre amélioration « bidon » des carrières, la grande arnaque du reclassement en catégorie A

Passés les effets d'annonce, la réalité de l'arnaque du reclassement des infirmières en catégorie A apparaît aux yeux de tous. Ce que Roselyne Bachelot a « oublié » de dire, c'est qu'il faudra désormais avoir travaillé 31 ans pour obtenir un salaire de fin de carrière... et que ce passage en catégorie A c'est «donnant-donnant».

Pour l'obtenir il faudra renoncer à la possibilité de partir en retraite à 55 ans et à la bonification de 1 an pour 10 ans travaillés pour éviter la décote ! Quant aux autres catégories elles n'ont rien, alors que leur pouvoir d'achat ne cesse de se dégrader. Les catégories C en particulier restent toujours pendant une partie de leur carrière avec une grille de rémunération en dessous du SMIC !

Exigeons pour toutes les catégories un reclassement correspondant aux qualifications et aux contraintes du travail hospitalier, aucun salaire inférieur à 1500 € net, 300 € d'augmentation immédiate pour tous ! Le maintien de la retraite à 55 ans pour tous les personnels en catégorie «active».

Menace de privatisation de l'assurance maladie

Sachant que le gouvernement veut transférer des pans de l'assurance maladie obligatoire vers les complémentaires (discours de N. Sarkozy à la mutualité française), il est clair que l'accès aux soins sera difficile pour les personnes n'ayant pas la possibilité d'augmenter leurs cotisations et pour celles qui n'ont pas de mutuelles (7% des Français).

S'il faut payer plus pour notre système de santé, ne vaut-il pas mieux le faire dans l'esprit de la Sécurité Sociale (chacun cotise selon ses moyens et reçoit selon ses besoins) plutôt que d'accepter une privatisation progressive du système (chacun reçoit en fonction de ce qu'il aura réussi ou non à payer).

Régionales 2010

En votant pour les listes soutenues par le NPA, vous voterez contre le gouvernement et pour vos revendications, vous donnerez un signe d'encouragement pour les luttes dont nous avons besoin !

Pour prendre contact :

Envoyez vos coordonnées par courrier à : NPA, 2 rue du Porteau – 25000 BESANÇON
Ou par mail à : npapaysdolois@laposte.net

Nom :

Prénom :

Adresse :

Tél :

Mail :

→ la clinique privée (propriété de GBNA) et de l'hôpital public, dont 7,8 millions pour le côté privé !

Joli cadeau pour un regroupement qui va entraîner la fusion de services qui vont disparaître de l'hôpital et se retrouver dans la clinique !

IL Y A AUSSI DES MOBILISATIONS COMME
A Decazeville : 2500 personnes se sont réunies le 10 février pour s'opposer à l'arrêt de financement par l'ARH du service de soins continus de réanimation.

ET A LA SUITE DE CES MOBILISATIONS DES RECLUS (AU MOINS PROVISOIRES)

A Toulouse : La suppression annoncée de la chirurgie cardiaque pédiatrique a été suspendue face aux protestations.

A Rufec (Charentes) : Pour la deuxième fois l'ARH a dû reculer et accepter le maintien de la chirurgie dont la fermeture avait déjà été programmée en juillet 2009.

A Valréas : La maternité fermée a été réouverte, grâce à la mobilisation.